



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU VAL-DE-MARNE

Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France

Unité territoriale du Val-de-Marne

Référence : DRIEE-IF/UT94/2014/CADVME/MGG/939

Affaire : Calcul GF Mise en sécurité – 1ère vague  
Dossier : 94 21 391  
S3IC : 74 2687

Créteil, le 03/11/2014

**INSTALLATIONS CLASSÉES**

**Objet :**  
Garanties financières pour la mise en sécurité  
des installations. Rapport au CODERST.

**Exploitant concerné :**  
**GALLOO ÎLE-DE-FRANCE**

**Division Bonneuil**

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

ÉTABLISSEMENT	
Raison sociale	GALLOO ÎLE-DE-FRANCE
Adresses géographique et postale	3 route de l'île Saint Julien 94380 Bonneuil-sur-Marne
Activité	Centre de récupération, de transit et de tri des métaux
Régime	A
Rubrique ICPE principale	2711-1 2712-1-b

RÉFÉRENCES DU DOSSIER	
Contact	Responsable environnement (01 43 99 29 29 / 06 30 97 10 77)
Références préfecture du Val-de-Marne / autres réf.	Bordereaux des 26/07/2013, 05/08/2014 et 23/09/2014 Courriers de l'exploitant des 26/07/2013, 28/03/2014, 12/09/2014 et 21/10/2014



Certificat FR015650-1  
Champ de certification disponible sur  
[www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr](http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr)

## 1 OBJET DU PRÉSENT RAPPORT

Le présent rapport propose d'acter le montant des garanties financières transmis, par courriers des 26/07/2013, 28/03/2014 et 12/09/2014, par la société GALLOO ÎLE-DE-FRANCE pour le site qu'elle exploite à Bonneuil-sur-Marne, conformément à l'article R. 516-1 5° du code de l'environnement et à l'arrêté ministériel du 31/05/2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées.

Ce rapport propose de saisir, pour avis, le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST).

## 2 PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

La société GALLOO ÎLE-DE-FRANCE a succédé, en avril 2011, au groupe DUPUY pour l'exploitation d'une activité de récupération et traitement de déchets métalliques autorisée, initialement, par l'arrêté préfectoral n°90/3502 du 08/08/1990.

En décembre 2007, le groupe DUPUY a déposé une demande d'autorisation concernant l'extension, à la parcelle voisine, des activités de récupération et de traitement de vieux métaux ainsi que l'augmentation du volume d'activité.

Cette demande a reçu un avis favorable. Les activités ont été autorisées par l'arrêté préfectoral n°2008/4298 du 24/10/2008, qui a abrogé les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°90/3502 du 08/08/1990, et par l'arrêté préfectoral n°2014/5397 du 06/05/2014, qui a abrogé l'arrêté préfectoral n°2008/4299 du 24/10/2008 modifiant l'arrêté n°2008/1983 du 16/05/2008, portant agrément des exploitants des installations de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage (agrément n°PR 94 00015 B).

Actuellement, l'établissement est classé sous les rubriques, soumises à autorisation, de la nomenclature des ICPE suivantes :

Rubriques	Libellé des rubriques
167-c [A]	installation d'élimination de déchets industriels provenant d'installations classées
2711-1 [A]	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques. Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur à 1 000 m³.

Néanmoins, suite à la modification de la nomenclature des installations classées (décret n°2010-369 du 13/04/2010), l'exploitant s'est positionné, par courrier du 06/04/2011, sur le classement de ses activités au titre des nouvelles rubriques principales, soumises à autorisation, de la nomenclature des ICPE suivantes :

Rubriques	Libellé des rubriques
2711-1 [A]	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques. Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur à 1 000 m³.
2712-1-b [E]	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 30 000 m².

Le classement de l'établissement est en cours d'actualisation.

Toutefois, les activités relèvent bien d'un classement à autorisation sous la rubrique 2711, rubrique listée dans l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 31/05/2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

## 3 RAPPEL DU CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

Le décret n°2012-633 du 03/05/2012 a modifié l'article R. 516-1 du code de l'environnement : depuis le 01/07/2012, certaines catégories d'installations classées sont soumises à garanties financières pour la mise en sécurité lors de la cessation d'activité.

L'arrêté ministériel du 31/05/2012, modifié par l'arrêté ministériel du 20/09/2013, a fixé la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, ainsi que le calendrier de mise en conformité des installations existantes. Un délai de deux ans, soit d'ici le 01/07/2014, a été accordé pour constituer 20 % du montant initial des garanties financières.

Le calcul du montant des garanties financières doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31/05/2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines définit les modalités d'évaluation du montant des garanties financières.

L'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas lorsque le montant de ces garanties est inférieur à 75 000 € TTC.

#### **4 PREMIÈRE PRÉSENTATION AU CODERST**

Suite aux courriers, des 26/07/2013 et 28/03/2014, relatifs à l'évaluation du montant des garanties financières établie par l'exploitant, et suite à l'arrêté ministériel du 31/05/2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées, l'inspection des installations classées a rédigé un rapport, le 10/06/2014, en modifiant le montant relatif au gardiennage, déclaré par l'exploitant.

En effet, dans son courrier du 28/03/2014, l'exploitant a retenu, pour le gardiennage, un montant de 5210,94 € T.T.C au lieu des 15 000 € minimum indiqués dans la note ministérielle du 20/11/2013, en indiquant que son site est intégré au Port de Bonneuil qui est doté d'un service de sécurité dont les employés sont habilités à dresser des procès-verbaux, et en précisant que son site va être équipé d'un système de vidéosurveillance afin de diminuer les charges liées au gardiennage, et que la note ministérielle du 20/11/2013 n'exclut pas le recours à la vidéosurveillance.

Dans son rapport du 10/06/2014, l'inspection des installations classées a indiqué que la note ministérielle n'exclut pas la télésurveillance mais elle précise que l'exploitant doit justifier que la société peut intervenir rapidement et que le contrat peut être maintenu dans le temps ; par conséquent, elle retenait un coût de gardiennage de 15 000 € T.T.C. Ainsi, le montant de 67 812,28 € T.T.C, retenu par l'exploitant, a été évalué à 79 352,20 € T.T.C par l'inspection.

Lors de la réunion du 02/07/2014, le CODERST a émis un avis favorable au projet d'arrêté préfectoral complémentaire relatif à la proposition de montant de garanties financières transmise par l'exploitant, par courriers des 26/07/2013 et 28/03/2014, ajustée par l'inspection des installations classées, et aboutissant à un montant supérieur à 75 000 € T.T.C.

Conformément à la procédure visée à l'article R. 512-31 du code de l'environnement, l'exploitant a été invité, par courrier préfectoral du 15/07/2014, à présenter ses éventuelles observations au projet d'arrêté complémentaire.

Par courriers des 25/07/2014, 12/09/2014 et 21/10/2014, l'exploitant demande à ne pas mettre en œuvre les prérogatives de cet arrêté complémentaire, en indiquant qu'il peut consacrer un budget de 11 400 € T.T.C sans passer la barre fatidique des 75 000 € T.T.C, et en précisant qu'avec 11 400 € T.T.C, 556 heures de gardiennage seront financées, ce qui sera bien supérieur aux 375 heures que le MEDD considère au minimum.

Par ailleurs, suite à la note ministérielle du 26/09/2014 relative à l'instruction des calculs de garanties financières, il a été demandé au service d'inspection d'examiner, avec une certaine souplesse les devis proposés par les exploitants, notamment pour le gardiennage et la surveillance.

En conséquence, considérant les arguments de l'exploitant et la récente note ministérielle, l'inspection des installations classées propose un nouveau projet de prescriptions techniques complémentaires relatif aux garanties financières.

#### **5 NOUVELLE PROPOSITION DE L'EXPLOITANT ET ANALYSE DE L'INSPECTION**

##### **5.1 Évaluation du montant des garanties financières par l'exploitant**

L'exploitant est soumis aux garanties financières pour les installations classées relevant de la rubrique 2711, et les installations connexes.

Ce dernier a évalué le montant de la garantie financière selon la formule prévue à l'annexe I de l'arrêté du 31/05/2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines.

Le montant global M de la garantie est égal à :  $M = Sc[Me + \alpha(Mi + Mc + Ms + Mg)]$

L'exploitant retient en particulier les hypothèses suivantes :

Sc	coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier.	ce coefficient est fixé à 1,10 par l'AM	<b>1,10</b>
Me	montant, au moment de la détermination du premier montant de garantie financière, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation	quantités maximales de produits dangereux et déchets susceptibles d'être entreposés sur site : – produits dangereux : 0,8 t liquide de refroidissement, 0,4 t filtres à huiles, 0,07 t liquide de frein, 0,0135 t fluide de climatisation, 0,2 t aérosols, 0,2 t mastics, colles, peintures – déchets dangereux : 16,9 t boues hydrocarbures, 4,1 t GEM froids, 17 t huiles solubles collectées aux box tournures – déchets non dangereux : 27 t déchets industriels banals – déchets inertes : 11,2 t gravats  les huiles usagées étant collectées et valorisées gratuitement, ne sont pas comptabilisées.	<b>13 225,62 €</b>
Mi	montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange.	le site comporte une cuve enterrée de 80 m³. la formule de l'arrêté ministériel du 31/05/2012 aboutit à un montant de 12 600 € TTC, mais l'exploitant précise avoir fait réaliser un devis par la société ORTEC pour les opérations de vidange, dégazage et neutralisation pour un montant de 12 480 € TTC. Ce montant a été pris en compte dans son calcul.	<b>12 480 €</b>
Mc	montant relatif à la limitation des accès au site. Ce montant comprend la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée du site et sur la clôture tous les 50 mètres.	le périmètre du site est de 722 m le site est déjà clôturé et comprend deux entrées un panneau par portail et un panneau par 50 m linéaire le calcul prend en compte la pose de 16,44 panneaux (2+722/50)x15	<b>246,60 €</b>
Ms	montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement. Ce montant couvre la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts d'analyse de la qualité des eaux de la nappe au droit du site, ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols.	installation de 3 piézomètres (profondeur des piézomètres = 3 m)  2 campagnes d'analyses par ouvrage  diagnostic de pollution des sols sur la base de 1,852 hectares = 19 260 €	<b>27 960 €</b>
Mg	montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.	l'exploitant retient un montant de 7483,23 € TTC pour un minimum de 2 heures par jour de gardiennage pendant 6 mois au prix unitaire réel de 20,502 € TTC.	<b>7483,23 €</b>
α	indice d'actualisation des coûts	indice TP01 de janvier 2011 : 667,7 indice TP01 de juin 2014 : 700,4 TVA en janvier 2011 : 19,6 % TVA en janvier 2014 : 20 %	<b>1,0525</b>

Le montant total des garanties financières est évalué à **70 316 € TTC.**

En appui de sa proposition, l'exploitant a joint les éléments suivants :

- le contrat avec la société SÉVIA pour l'enlèvement et le traitement des produits dangereux,
- le contrat avec la société ORTEC pour le pompage et le nettoyage du séparateur d'hydrocarbures et l'enlèvement et l'élimination des boues,
- la copie des bordereaux de suivi de déchets pour les boues du séparateur d'hydrocarbures,
- le contrat avec la société ORTEC pour le pompage et l'enlèvement d'huile soluble,
- la copie des bordereaux de suivi de déchets pour les déchets encombrants,
- le contrat de vente de GEM froids,
- la copie d'une facture du prestataire LUXO BENNES pour les DIB,
- la copie des tarifs de la société YPREMA pour les gravats,
- le chiffrage de la société ORTEC pour le dégazage, nettoyage et inertage de la cuve enterrée,
- la convention d'occupation du domaine public – port de Bonneuil,
- le rapport de sondages de sol réalisés par la société VERBEKE,
- la copie d'une facture de la société de gardiennage A-GLOBE SÉCURITÉ.

## 5.2 Analyse de l'inspection

En ce qui concerne les activités concernées par les garanties financières :

Conformément à l'arrêté du 31/05/2012, modifié par l'arrêté du 20/09/2013, fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, le site est soumis à ces obligations à l'échéance du 01/07/2012 pour ses activités relevant de la rubrique 2711.

En ce qui concerne le montant des garanties financières :

Le calcul proposé par l'exploitant et les hypothèses retenues sont conformes à l'arrêté ministériel du 31/05/2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées, et la note ministérielle du 26/09/2014 relative à l'instruction des calculs de garanties financières.

Le montant proposé n'appelle pas d'observations de la part de l'inspection des installations classées.

En ce qui concerne le calendrier de constitution des garanties financières :

Les installations concernées du site GALLOO ILE-DE-FRANCE sont des installations existantes au 01/07/2012 soumises à obligation de garanties financières au titre de l'annexe I ou de l'annexe II (avec une échéance de début constitution au 01/07/2012) de l'arrêté ministériel du 31/05/2012, modifié par l'arrêté du 20/09/2013, fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

Toutefois, considérant le montant évalué inférieur à 75 000 €, l'exploitant n'est pas dans l'obligation de constituer les garanties financières.

## **6 CONCLUSION ET PROPOSITION**

Considérant les dispositions du décret n° 2012-633 du 03/05/2012 et des arrêtés ministériels du 31/05/2012, pris en application, fixant la liste des installations classées soumises à obligation de garanties financières et les modalités de calculs ;

Considérant que la société GALLOO ILE-DE-FRANCE exploite, à Bonneuil-sur-Marne, des installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2711, de la nomenclature des installations classées, listée par l'arrêté ministériel du 31/05/2012 modifié par l'arrêté du 20/09/2013 susvisé, et existantes à la date du 01/07/2012 ;

Considérant la note ministérielle du 26/09/2014 relative à l'instruction des calculs de garanties financières ;

Considérant la proposition de montant de garanties financières, transmise par l'exploitant par courriers des 26/07/2013, 28/03/2014, 12/09/2014 et 21/10/2014, évaluée à un montant inférieur à 75 000 € ;

L'exploitant n'est pas dans l'obligation de constituer les garanties financières. Toutefois, certaines hypothèses retenues dans le calcul nécessitent d'être encadrées par des prescriptions techniques complémentaires afin de garantir leur maintien dans le temps.

A cet effet, l'inspection des installations classées propose, en annexe du présent rapport, un projet de prescriptions techniques complémentaires.

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-31 du code de l'environnement, ce projet doit être soumis à l'avis des membres du CODERST.

*Rédacteur*  
L'inspecteur de l'environnement

*Vérificateur*  
La coordonnatrice de la cellule  
air-déchets Val de Marne Est

*Approbateur*  
Pour le directeur et par délégation,  
Le chef de l'unité territoriale  
du Val-de-Marne

**SIGNE**

**SIGNE**

**SIGNE**

Jean-Marie CHABANE

## **Projet de prescriptions techniques complémentaires**

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 516-1, R. 516-1 à R. 516-6 relatifs à la constitution des garanties financières ;

VU l'arrêté ministériel du 31/05/2012, modifié par l'arrêté du 20/09/2013, fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 31/05/2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

VU l'arrêté ministériel du 31/07/2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU la note ministérielle du 26/09/2014 relative à l'instruction des calculs de garanties financières ;

VU l'arrêté préfectoral n°2008/4298 du 24/10/2008, qui a abrogé les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°90/3502 du 08/08/1990, et l'arrêté préfectoral n°2014/5397 du 06/05/2014, qui a abrogé l'arrêté préfectoral n°2008/4299 du 24/10/2008 modifiant l'arrêté n°2008/1983 du 16/05/2008, portant agrément des exploitants des installations de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage (agrément n°PR 94 00015 B) ;

VU les propositions de calcul du montant des garanties financières faites par la société GALLOO ÎLE-DE-FRANCE par courriers des 26/07/2013, 28/03/2014 et 12/09/2014 ;

VU l'avis et les propositions de l'inspection des installations classées en date du X X X ;

VU l'avis du CODERST lors de sa séance du X X X ;

CONSIDÉRANT que la société GALLOO ÎLE-DE-FRANCE exploite des installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2711, de la nomenclature des installations classées, listée par l'arrêté ministériel du 31/05/2012, modifié par l'arrêté du 20/09/2013, susvisé, et existantes à la date du 01/07/2012 ;

CONSIDÉRANT que cette installation, compte-tenu de la rubrique concernée, est soumise à l'obligation de garanties financières depuis le 01/07/2012, la constitution de 20 % du montant devant être réalisée au 01/07/2014 conformément à l'arrêté ministériel du 31/05/2012, modifié par l'arrêté du 20/09/2013, susvisé ;

CONSIDÉRANT que la proposition de calcul de garanties financières transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31/05/2012 susvisé et aboutit à un montant de garanties inférieur à 75 000 euros TTC ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'est pas tenu de constituer des garanties financières en vue d'assurer la mise en sécurité de l'installation concernée en cas de cessation d'activité, conformément aux dispositions des articles R. 516-1 5° et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que certaines hypothèses retenues dans le calcul du montant des garanties financières nécessitent d'être encadrées par des prescriptions techniques complémentaires afin de garantir leur maintien dans le temps, et notamment les quantités maximales de déchets présentes sur le site ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant doit, conformément à l'article R. 516-5-2 du code de l'environnement, informer le préfet de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant de ces garanties financières ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Val-de-Marne ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION

La société GALLOO ÎLE-DE-FRANCE, dont le siège social se trouve à la Division Bonneuil 3 route de l'île Saint Julien 94380 Bonneuil-sur-Marne, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation de son site à Bonneuil-sur-Marne, 3 route de l'île Saint Julien.

### ARTICLE 2 : GARANTIES FINANCIÈRES

#### Article 2-1 : Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent aux installations visées à l'article R. 516-1-5 du code de l'environnement et listées à l'article 2 du présent arrêté.

Elles sont constituées dans le but de garantir la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

#### Article 2-2 : Montant des garanties financières

Le montant total des garanties financières calculé étant inférieur à 75 000€, l'exploitant n'est pas dans l'obligation de constituer les garanties financières.

#### Article 2-3 : Modification des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

### ARTICLE 3 : QUANTITÉS MAXIMALES DE DÉCHETS POUVANT ÊTRE ENTREPOSÉS SUR LE SITE

A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous :

Type de déchets	Quantité maximale sur site
Produits dangereux (liés à l'exploitant et à l'activité VHU)	1,7 tonnes
Déchets dangereux (produits par l'exploitant + activité VHU)	38 tonnes
Déchets non dangereux	27 tonnes
Déchets inertes	11,2 tonnes de gravats

### ARTICLE 4 : CLÔTURE DU SITE

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Un accès de secours est en permanence tenu accessible de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention.

### ARTICLE 5 : CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, la demande de changement d'exploitant est soumise à autorisation.

Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières, ainsi que l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières, conformément à l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

### ARTICLE 6 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS .....

### ARTICLE 7 : Le Secrétaire Général de la préfecture du Val-de-Marne ....